

La Métropole du Grand Paris plonge Paris Métropole dans les abîmes du doute



En votant le projet de loi sur le Grand Paris tel qu'il avait été voté par l'Assemblée Nationale, le Sénat s'est prononcé en faveur d'une métropole centralisée, loin des attentes d'une partie de Paris Métropole... | REUTERS

Jean-Pierre Gonguet | 13/12/2013, 17:40 - 641 mots

Le syndicat initié par Bertrand Delanoë en 2001 est profondément divisé sur la nouvelle loi et pourrait ne pas y survivre.

La Métropole du Grand Paris a été votée le jeudi 12 décembre à 16h50. A 16h51, Paris Métropole entrait en dépression grave. Un joli paradoxe. Mais la majorité des 206 maires, présidents d'intercommunalités et présidents de conseils généraux qui le composent a le moral dans les chaussettes depuis quelques mois et les députés l'ont achevé. Comme le dit son tout fraîchement élu président et expert en litote, Daniel Guiraud, cette loi "*n'est clairement pas consensuelle*".

Daniel Guiraud, maire socialiste des Lilas, a même réussi un joli coup en se faisant élire aujourd'hui président de Paris Métropole alors qu'il n'appartient pas à la majorité - hostile, elle, au texte de loi. Mais Daniel Guiraud sait aussi qu'il a une chance sur deux d'être le fossoyeur durant son mandat, tant les mécontentements sont vifs.

La métropole centralisée des députés

La loi adoptée relève en fait - comme le dit Philippe Laurent, le président sortant de Paris Métropole - d'une philosophie radicalement opposée à celle de Paris Métropole. Alors que les élus avaient mis des années à se mettre d'accord sur une sorte de métropole confédérée où

aucune structure ne disparaîtrait jamais, les députés leur ont asséné une *"métropole centralisée"*, où les maires perdent toute autonomie fiscale et où les intercommunalités disparaissent.

Le grand retour du jacobinisme et *"l'annexion de la banlieue"* pour Patrick Devedjian, le député des Hauts de Seine. Une *"main mise de Paris sur la petite banlieue"* pour Patrick Braouzec, le président de Plaine Commune qui, lui, est agité de sombres pensées : *"on a l'impression que Paris qui ne peut plus se développer en interne vient chercher la richesse ailleurs, en banlieue, en première couronne"*.

Une première mouture torpillée au Sénat

La faute à qui ? Aux sénateurs bien évidemment. Patrick Braouzec (Front de Gauche), Philippe Laurent (UDI) et Jean Yves Le Bouillonnet (PS), tous membres du bureau de Paris Métropole, sont unanimes : la manière dont les sénateurs UMP et PC ont torpillé, en juin dernier, la première mouture de la métropole a été une *"catastrophe"*.

Ils sont également d'accord pour considérer que la plupart des sénateurs *"n'ont pas vraiment compris ce qu'ils faisaient"* et que certains d'entre eux ne se sont même pas rendus compte qu'en refusant un article, ils envoyaient tout le texte à la poubelle. Et, enfin ils sont presque d'accord avec Philippe Laurent qui estime *"les sénateurs ne sont plus aujourd'hui les plus avertis sur les questions territoriales."*

Thérapie de groupe en janvier

Jean Yves Le Bouillonnet était partisan de reprendre quand même le texte et de *"déclarer la guerre au Sénat"*. Puis il s'est rangé à l'avis de quelques socialistes et a soutenu le texte beaucoup plus radical voté finalement hier. Le Sénat a donc fait une énorme boulette. Mais elle a une certaine saveur puisque les députés UMP emmenés par Patrick Devedjian qui ont combattu le nouveau texte à l'Assemblée demandaient en fait le texte que leurs collègues sénateurs avaient mis à la poubelle.

Que va devenir Paris Métropole ? Nul ne sait. Cela se décidera lors d'une thérapie de groupe en janvier. Question : le syndicat doit-il ou non participer à la mission de préfiguration que va mener le préfet de région pour que tout soit d'équerre le 1er janvier 2016, date de naissance de la métropole du Grand Paris. Si la réponse est non (et beaucoup d'élus qui ne sont pas sur que Paris Métropole ait un projet alternatif), le syndicat n'aura plus guère de raison d'être.